



Liberté · Égalité · Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Si- COPIE

PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

DIRECTION de l'ACTION LOCALE
Bureau des procédures environnementales

N° 2011/38

ARRETE PREFECTORAL DE MISE EN DEMEURE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du mérite

Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 514-1 et R. 512-69,

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements,

Vu l'arrêté préfectoral 2010/305 du 2 avril 2010 autorisant la société EDF à exploiter des installations de production d'électricité, dont une centrale cycle combiné gaz (CCG), sur le territoire de la commune de Blénod-les-Pont à Mousson,

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL en date du 25 novembre 2011, faisant suite à la visite de contrôle de la centrale cycle combiné gaz (CCG) du 23 septembre 2011,

Considérant que l'article 79-3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2010/305 du 2 avril 2010 prescrit d'une part que les dispositifs importants pour la sécurité soient d'efficacité et de fiabilité éprouvées, ces caractéristiques devant être établies à l'origine de l'installation et éprouvées dans le temps, et d'autre part, que toute défaillance des dispositifs, de leurs systèmes de transmission et de traitement de l'information soit automatiquement détectée, alimentation et transmission du signal étant à sécurité positive,

Considérant que l'article 79-4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2010/305 du 2 avril 2010 impose que des dispositions soient prises pour permettre, en cas de dépassement de seuils critiques préétablis, de prévenir le personnel de surveillance de tout incident et mettre en sécurité les installations susceptibles d'engendrer des conséquences graves pour le voisinage et l'environnement et que les actions déclenchées par le système de mise en sécurité ne doivent pas pouvoir être annulées ou rendues inopérantes par action simple sur le système de conduite ou les organes concourant à la mise en sécurité, sans procédure préalablement définies,

Considérant que le rapport d'incident établi par la société EDF en date du 5 octobre 2011 et transmis à l'inspection des installations classées par courriel du 14 octobre 2011 a montré plusieurs problèmes dans la gestion des alarmes conduisant à un enchaînement de défaillances sur le système de mise en sécurité de la chaudière auxiliaire de démarrage où est survenu un incendie le 22 septembre 2011,

Adresse postale : Préfecture de Meurthe-et-Moselle 1, rue Préfet Claude Erignac – Co 60031 – 54038 NANCY CEDEX
Téléphone : 03 83 34 26 26 Fax : 03 83 34 52 34

Accueil du public : 6, rue Sainte Catherine 54000 NANCY

Considérant que le non-respect des dispositions des articles 79-3 et 79-4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2010/305 du 2 avril 2010 est de nature à porter préjudice aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement,

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1^{er}

La société EDF est mise en demeure, pour ses installations de production d'électricité située à Blénod-les-Pont à Mousson (54700), de satisfaire aux dispositions fixées aux articles suivants de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2010/305 du 2 avril 2010, dans le délai maximal de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté :

- à l'article 79-3, en procédant à une mise à jour des dispositifs importants pour la sécurité de la chaudière auxiliaire de démarrage du cycle combiné gaz, qu'ils soient techniques, organisationnels ou mixtes,

- à l'article 79.4, en démontrant l'efficacité des nouvelles dispositions prises pour le système d'alarme et de mise en sécurité de ladite chaudière auxiliaire par la production d'un rapport de validation des procédures actualisées en découlant.

Article 2:

Faute pour l'exploitant désigné à l'article 1 du présent arrêté de se conformer à la présente mise en demeure, il peut être fait application des sanctions prévues à l'article L. 514-1 du Code de l'environnement.

Article 3:

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal administratif de Nancy. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Article 4:

Le secrétaire général de la Préfecture, l'inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié :

au directeur du CCG de la centrale EDF de Blénod,

Et dont copie sera adressée:

- au maire de Blénod-lès-Pont-à-Mousson,
- à l'inspecteur des installations classées.

Nancy, le

29 DEC. 2011

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
pour le secrétaire général absent,
la sous-préfète de Briey

Christine BOEHLER